

Compte-rendu de l'atelier 1 : « DurAgr'ISO en pratique »

Présentation : Virginie Charrier

Explication et témoignages : Marie Delefortrie

Déroulement :

- Présentation du projet DurAgr'ISO :
 - o Etape 1 : Création de groupe « Terr'Avenir en Picardie, Flandre et Wallonie »,
 - o Etape 2 : Réflexion sur la RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) et incorporation dans la démarche Terr'Avenir.

- Questions / Discussion :
 - o Sur la réglementation :

Remarque : La réglementation Wallonne est lourde. En Belgique on part plutôt des obligations économiques pour ensuite voir plus loin et aller à la philosophie. En France, on dirait l'inverse.

Réponse : La réglementation Française est lourde également. L'objectif de la démarche est d'être précurseur : connaître et mettre en place des bonnes pratiques aujourd'hui, qui seront obligatoires demain.

Question : Quel est le poids de la réglementation dans la démarche ?

Réponse : La partie réglementaire est lourde et importante au début car l'exploitant ne connaissait souvent pas toute la réglementation qui lui est applicable. L'objectif est qu'à la fin du cycle de 3 ans (durée de la démarche), l'exploitant soit conforme à la réglementation.

Remarque : Crainte que la pro-activité et donc une augmentation du niveau d'exigence n'engendre un durcissement de la réglementation.

Réponse : La pression vient de la société. Etre proactif c'est garder son métier, en vivre, en être fière et pouvoir le transmettre. L'objectif est de pouvoir vivre de ce que l'on fait.

Pour l'instant, il y a un problème d'échelle. Les agriculteurs investissent sur 20 ans pour acheter du matériel, des équipements, des bâtiments, alors que les règles changent trop rapidement. Comment suivre ? En étant pro-actif !

- Sur le coût et la valorisation de la certification système

Le système de management est surtout la formalisation du travail qui est fait, c'est donc la valorisation de ce qui est déjà fait.

Question : Le système de management est un coût supplémentaire, Comment rentabiliser la démarche ? N'est-ce pas simplement un pas en avant pour un pas en avant ?

Réponse : Il n'y a pas systématiquement de rentabilisation de la démarche. Certains arrivent à la rentabiliser sur le prix des produits ou en trouvant de nouveaux marchés, mais c'est rare.

C'est surtout un gain de communication et de sérénité.

Certains exploitants qui font des pommes de terre doivent avoir Global Gap. Cet audit coûte environ 800€ HT, alors que le système de management coûte 1000€/an pour les outils, le système de management, les formations, les audits. Depuis peu, Mc Cain a reconnu l'ISO 14001, les exploitations certifiées n'ont plus besoin de passer l'audit Global Gap.

- Bonnes relations et communication :

Le système Terr'Avenir est une association. L'intérêt du collectif est la solidarité entre exploitants. Par exemple, pour la certification, qui est collective, tous les exploitants sont impliqués. Si un exploitant n'est pas au niveau pendant l'audit externe, c'est l'ensemble de l'association qui n'est pas certifiée.

Chaque exploitant peut choisir de sortir de l'association ou simplement du système certifié. L'exploitant continue alors avec les autres, le système de formation, le diagnostic... mais il ne sera pas certifié.

L'objectif de l'association est, entre autre, d'avoir de bonnes relations avec les parties prenantes : administrations, collectivité, association, ...

Dans l'association, des groupes sont créés. Par exemple : Bilan Carbone. 8 exploitants ont choisis de faire leur Bilan Carbone en collectif. Un autre groupe a été créé pour les exploitants qui souhaitent mettre des panneaux photovoltaïques sur leur exploitation. Ce groupe a permis une meilleure comparaison des propositions, d'obtenir un meilleur prix d'achat, ...